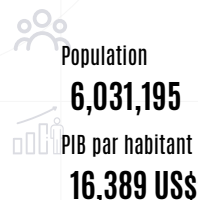
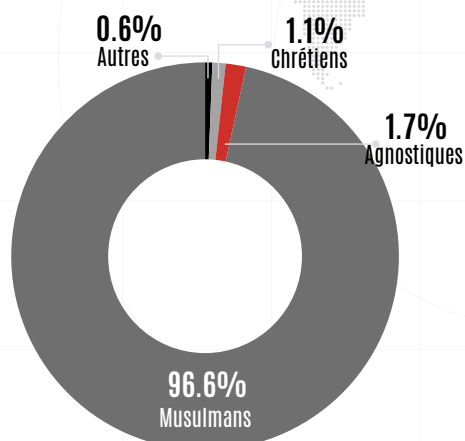


TURKMÉNISTAN

RELIGION



LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Au Turkménistan, la liberté de culte est officiellement protégée par la Constitution (articles 18 et 41).¹ Cependant, le pays se classe parmi les pires contrevenants au monde à la liberté religieuse.

La loi sur les organisations et la liberté religieuses, entrée en vigueur en 2016, resserre considérablement les conditions de la libre pratique, en exigeant que les groupes religieux s'inscrivent tous les trois ans en respectant des critères lourds et complexes (comme le fait d'avoir au moins 50 membres résidents adultes), et en interdisant toute activité des groupes non enregistrés.² Il est également interdit de pratiquer un culte dans une maison privée ainsi que de proposer une instruction religieuse privée.

Par l'intermédiaire de la Commission d'État sur les organisations religieuses, le gouvernement supervise les différentes activités religieuses : l'approbation de la nomination des responsables religieux, la construction de lieux de culte et l'importation, la publication et la distribution de la littérature religieuse, par exemple. Les fonctionnaires du Ministère de la Justice ont légalement le droit d'assister à n'importe quel événement d'une communauté religieuse

enregistrée et d'interroger ses membres sur la nature de leurs activités.³

Mis à part l'instruction de base dans certaines mosquées sunnites et églises orthodoxes russes, l'instruction religieuse formelle est presque entièrement interdite. La seule exception est une petite section de théologie musulmane sunnite à la Faculté d'histoire de l'Université d'État d'Achgabat, qui est autorisée à former des imams.⁴

En octobre 2018, 131 organisations religieuses étaient enregistrées. Parmi elles, 107 sont musulmanes (102 sunnites et cinq chiites), 13 sont orthodoxes russes, tandis que les 11 autres sont de confession bahaïe, protestante, catholique romaine ou de la Société internationale pour la conscience de Krishna. Aucun autre groupe religieux ne semble avoir pu s'inscrire au cours des deux dernières années.⁵

La polygamie a été interdite le 1er septembre 2018.⁶

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

L'absence d'une presse indépendante⁷ et la crainte qu'ont les croyants de représailles gouvernementales font qu'il est difficile de s'informer sur les maltraitances, et de les

dénoncer. En 2019, il n'y avait aucun signe d'amélioration de la liberté religieuse au Turkménistan, qui reste l'un des pires pays au monde en la matière.

Le gouvernement continue de se méfier de toutes les activités religieuses indépendantes, et les contrôle par l'intermédiaire d'un vaste appareil de surveillance. Les pratiques ouvertement religieuses sont considérées avec méfiance, et beaucoup de gens qui avaient exprimé ouvertement leur foi au travail, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, en ont subi de graves conséquences.⁸ Pour certains, les sanctions sont sévères. Ce sont surtout les musulmans qui ont été condamnés et envoyés en prison sur des accusations vagues d'extrémisme religieux, pour avoir exprimé leur religiosité de façon non dissimulée.

L'une des prisons les plus tristement célèbres du pays est Ovadan-Depe, qui détient plus d'une centaine de prisonniers d'opinion musulmans. On sait peu de choses sur leurs conditions de détention, ni même s'ils sont encore en vie.⁹ Akmyrat Soyunov et Eziz Hudayberdiyev, deux des 18 prisonniers gülenistes¹⁰ détenus dans l'établissement, sont morts en détention dans des circonstances inconnues, respectivement en octobre 2018 et juin 2019,¹¹ tandis que l'état de santé d'un troisième prisonnier, Alysher Muhametgulyev, se serait gravement détérioré.¹²

Pour évoquer un point plus positif, les proches des prisonniers « portés disparus » à Ovadan-Depe ont eu pour la première fois l'occasion de rendre visite à leurs proches en juin 2018.¹³ De même, entre septembre et novembre 2019, le Ministère de la Justice a organisé des réunions avec les dirigeants d'organisations religieuses enregistrées et non enregistrées, afin d'ouvrir un canal de communication et de répondre aux questions de certains groupes religieux. De nombreux groupes n'ont reçu que peu de réponses, voire aucune, à leurs questions, même s'ils ont considéré ces réunions comme positives.¹⁴

Dans la capitale Achgabat, la petite communauté catholique d'environ 250 membres, pour la plupart des expatriés travaillant dans les industries de la construction ou du pétrole, a la possibilité de se réunir discrètement dans la chapelle de la Transfiguration du Seigneur. Tout comme pour les Russes orthodoxes, la messe catholique nécessite une autorisation discrétionnaire des autorités. Il en va de même pour les processions et autres offices liturgiques collectifs, ainsi que pour les activités caritatives.¹⁵

Au cours des deux dernières années, la police a perquisitionné à maintes reprises les domiciles privés et lieux

de culte où les croyants se réunissent pour des offices, ce qui se termine en général par la saisie de la littérature religieuse et la détention temporaire des participants.

Les Églises chrétiennes sont les principales cibles de ces raids, car elles sont jugées avec méfiance par la population et considérées par l'État comme une source potentielle de déstabilisation. En février 2020, des agents se sont introduits par effraction dans deux maisons de la région nord de Dashoguz lors de réunions de chrétiens protestants. L'un des propriétaires a été condamné à une amende de 200 manats (à peu près 50 euros), soit environ une semaine de salaire.¹⁶

La police a effectué une descente dans une réunion de femmes protestantes qui s'étaient rassemblées en décembre 2019 pour célébrer Noël dans un village de la province de Lebap. L'appartement a été fouillé, des téléphones ont été saisis et les participantes ont été interrogées et enregistrées au poste de police local. Le propriétaire a été condamné à une amende de 200 manats.¹⁷

Depuis septembre 2018, les Témoins de Jéhovah dénoncent également l'ingérence accrue du gouvernement dans leurs activités, se plaignant de harcèlement et de menaces ainsi que du refus du gouvernement de leur permettre de posséder du matériel religieux.¹⁸ Dans la plupart des cas, les descentes impliquaient la fouille du domicile, la saisie d'effets personnels, des actes d'intimidation et parfois de violence physique de la part de la police.

Au moins huit Témoins de Jéhovah ont été condamnés à une amende équivalant à un salaire moyen d'une semaine, tandis que l'un d'eux a également été détenu pendant trois jours pour hooliganisme. Des fonctionnaires de police ont arrêté certains Témoins de Jéhovah chez eux ou sur leur lieu de travail pour les interroger et les inciter à abandonner leur foi.¹⁹

Après un moratoire de quatre ans, au cours duquel les objecteurs de conscience n'ont été condamnés qu'à des peines avec sursis ou ont été contraints d'effectuer des travaux de rééducation (l'État conservant une partie de leur salaire), le Turkménistan a repris en 2018 l'incarcération de personnes refusant d'effectuer leur service militaire.

Cette pratique s'est non seulement poursuivie en 2019 et 2020, mais les peines ont même été renforcées, allant jusqu'à quatre ans de prison. Bahtiyar Atahanov, un Témoin de Jéhovah de 19 ans, a été reconnu coupable en juillet 2019 après avoir été enrôlé de force et jugé non

comme objecteur de conscience, mais comme soldat en service actif. Serdar Dovletov a été condamné en novembre 2019 à trois ans de prison pour avoir tenté frauduleusement d'éviter le service militaire.

De début 2018 à septembre 2020, vingt-quatre personnes ont été condamnées pour objection de conscience, la plupart à deux ans de prison. Pour trois des Témoins de Jéhovah, il s'agissait de leur deuxième condamnation puisqu'ils avaient déjà été condamnés à une peine avec sursis ou qu'ils avaient été contraints d'effectuer des travaux de rééducation en 2016 et 2017 pour le même crime.²⁰

Bien que permise par la loi, l'importation de littérature religieuse est soumise à des procédures obscures qui régissent le processus d'autorisation. Malgré cela, certaines Églises ont réussi à importer un petit nombre de livres. Une église chrétienne, par exemple, a importé avec succès 50 exemplaires de la Bible, 25 en russe et 25 en turkmène.²¹ En décembre 2018, les autorités ont arrêté une Turkmène pendant 24 heures. Elle venait de Turquie (où elle vivait et travaillait) et avait apporté des copies du Coran en cadeau à ses proches. Les livres ont été confisqués et elle n'a pas été autorisée à retourner en Turquie à la fin de ses vacances au Turkménistan.²²

La relation entre l'État et l'islam se caractérise par une claire dichotomie. D'une part, il existe une relation symbiotique avec l'islam en tant que pilier de base de l'identité nationale permettant au Président d'utiliser le clergé comme un outil pour accroître sa propre influence et obtenir le soutien populaire. D'autre part, la pratique religieuse islamique active, qui est fortement déconseillée et constamment surveillée, subit un contrôle strict.

Au Turkménistan, la seule forme d'islam autorisée doit fonctionner sous la supervision du Conseil musulman (mouftiat), contrôlé par l'État. Cet organe nomme les imams et contrôle le contenu des sermons et des prières²³, qui doivent de toute façon faire l'éloge du Président et lui souhaiter santé et succès. Dans un cas, en mai 2020, un imam d'une mosquée d'Achgabat a appelé le Tout-Puissant à « punir tous les ennemis et adversaires [du Président] », jusqu'à ce qu'ils « rampent à ses pieds ».²⁴

Récemment, les autorités turkmènes ont intensifié leurs efforts pour empêcher les expressions visibles de la pratique religieuse islamique. Par exemple, en 2019, contrairement aux années précédentes, le Conseil musulman n'a fait aucune annonce officielle au début du Ramadan, pas

plus que les grands médias du pays ne l'ont mentionné.²⁵ Craignant l'étiquette « d'extrémiste », beaucoup de gens choisissent également de ne pas jeûner pendant le Ramadan, ou en tout cas de ne pas en parler publiquement.²⁶ Début 2019, la police d'Achgabat et de la province du Lebap, dans l'est du pays, a intensifié sa campagne pour empêcher les hommes de moins de 40 ans de porter la barbe, une pratique considérée comme un signe de dévotion excessive. Certaines des personnes arrêtées ont été rasées de force tandis que d'autres ont également été poussées à faire de même. Dans un cas, les agents ont forcé un jeune homme non seulement à se raser, mais aussi à boire une boisson alcoolisée.²⁷ Toujours dans la province du Lebap, les fonctionnaires d'État ne peuvent pas participer à la prière du vendredi (namaz) dans les mosquées ou sur leur lieu de travail, sous peine de licenciement. L'interdiction est entrée en vigueur en février 2020, le jour même où le président Berdymukhamedov, assistant à l'inauguration d'une nouvelle mosquée à Turkmenabat, la capitale de la province du Lebap, aurait déclaré que « le gouvernement assure toutes les conditions nécessaires pour protéger la liberté de conscience ».²⁸ Dans la région du Mary, la police a intensifié une campagne contre les femmes portant le hijab et les hommes barbus.²⁹

Les étudiants turkmènes à l'étranger sont souvent surveillés par des responsables diplomatiques turkmènes, qui les convoquent régulièrement pour les mettre en garde contre toute implication dans les communautés religieuses de leur pays d'accueil, pour les informer sur le bon comportement à suivre, et parfois les interroger sur les pratiques religieuses de leurs camarades turkmènes. Les parents d'élèves qui étudient à l'étranger reçoivent également des avertissements. Lors de réunions qui ont eu lieu à Achgabat début 2019, des responsables gouvernementaux leur ont donné des instructions sur la manière de surveiller leurs enfants.³⁰

Le gouvernement turkmène continue de restreindre la circulation de ses citoyens à l'étranger, surtout quand il soupçonne que l'activité religieuse est le but du voyage.³¹ Depuis l'an 2000, le Turkménistan a limité à 160 le nombre de personnes autorisées à se rendre à la Mecque pour le pèlerinage annuel (hadj) (pas plus que le nombre de sièges disponibles sur le plus grand avion de son transporteur intérieur), bien que le quota attribué par l'Arabie saoudite au Turkménistan soit de 5.000 personnes.³²

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Le Turkménistan est l'un des pays les plus répressifs et autoritaires au monde. La situation est négative dans tous les domaines des droits de l'homme, en particulier la liberté religieuse.

En l'absence d'une véritable opposition ou d'un système judiciaire indépendant, le président Gurbanguly

Berdymukhamedov, au pouvoir depuis 2006, exerce un contrôle total. Dans ces circonstances, aucun changement politique important n'est à prévoir, et l'isolement extrême du pays vis-à-vis du monde extérieur le rend relativement imperméable aux pressions internationales. Les diverses communautés religieuses vivent, et continueront probablement de vivre dans un proche avenir, sous surveillance et pression constantes, avec peu de chances d'améliorer leur situation difficile.

NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Turkmenistan 2008 (rev. 2016), Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Turkmenistan_2016?lang=en
- 2 Office of International Freedom, "Turkmenistan," 2019 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/turkmenistan/>
- 3 Ibid.
- 4 "Turkmenistan," Annual report 2019, United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF), https://www.uscirf.gov/sites/default/files/Tier1_TURKMENISTAN_2019.pdf
- 5 Office of International Freedom (2019), op. cit.
- 6 « Le Turkménistan interdit officiellement la polygamie », L'Orient Le Jour, 19 juin 2018, <https://www.lorientlejour.com/article/1121695/le-turkmenistan-interdit-officiellement-la-polygamie.html#:~:text=Le%20Parlement%20du%20Turkm%C3%A9nistan%20a,loi%20publi%C3%A9e%20par%20le%20journal>
- 7 Turkmenistan is ranked second to last in the 2020 World Press Freedom Index, see "Ever-expanding news 'black hole'," Reporters without Border, <https://rsf.org/en/turkmenistan>
- 8 Office of International Freedom (2019), op. cit.
- 9 Felix Corley, "Turkmenistan : Last-ditch appeal against 12-year jail terms," Forum 18, 10 juillet 2018, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2393
- 10 On Gülenism, see "Turkey coup: What is Gulen movement and what does it want?" BBC News, 21 juillet 2016, <https://www.bbc.com/news/world-europe-36855846>
- 11 Nick Ashdown, "The Fate of Turkmenistan's Gülenists," The Diplomat, 3 septembre 2019, <https://thediplomat.com/2019/09/the-fate-of-turkmenistans-gulenists/>
- 12 Rachel Denber, Release Ill Prisoner in Turkmenistan for Medical Treatment, Human Rights Watch, 10 septembre 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/09/10/release-ill-prisoner-turkmenistan-medical-treatment>
- 13 "Turkmenistan," Annual report 2019, op. cit.
- 14 Office of International Freedom (2019), op. cit.
- 15 Paul Bablot, "Turkménistan : Chrétiens des steppes," Aide à l'Église en détresse, 27 novembre 2019, <https://www.aed-france.org/turkmenistan-chretiens-des-steppes/>
- 16 Felix Corley, "TURKMENISTAN: Raids, fines for religious meetings," Forum 18, 19 mars 2020, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2555
- 17 Ibid.
- 18 Ibid.
- 19 "Turkmenistan : Situation of Jehovah's Witnesses," Human Rights Without Frontiers, 9 janvier 2020, <https://hrwf.eu/turkmenistan-situation-of-jehovahs-witnesses/>
- 20 Felix Corley, "Turkmenistan : 24th conscientious objector jailed since 2018," Forum 18, 11 septembre 2020 http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2600
- 21 Office of International Religious Freedom (2019), op. cit.
- 22 "Turkmenistan: A very private affair," Eurasianet, 29 janvier 2019, <https://eurasianet.org/turkmenistan-a-very-private-affair>
- 23 Felix Corley, "Turkmenistan : In Ramadan, Muslims fear 'extremism' accusations," Forum 18, 28 mai 2019, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2481
- 24 Bruce Pannier, "Of mosque and state In Central Asia," Radio Free Europe/Radio Liberty, 23 mai 2020 <https://www.rferl.org/a/qishloq-ovozi-of-mosque-and-state-in-central-asia/29959145.html>
- 25 "Turkmenistan attacks the credibility of independent news sources and locks up critics," International Partnership for Human Rights, 28 août 2019, <https://www.iphronline.org/turkmenistan-attacks-the-credibility-of-independent-news-sources-and-locks-up-critics.html>
- 26 Felix Corley, "Turkmenistan : In Ramadan, Muslims fear 'extremism' accusations," op. cit.
- 27 Ibid, "Turkmenistan : 24 hours in airport, travel ban for Korans," Forum 18, 5 février 2019
- 28 Ibid, "Turkmenistan : Raids, fines for religious meetings," op. cit.
- 29 Ibid, "Turkmenistan : Raids, searches, fines, threats, beatings, headscarf bans," Forum 18, 16 janvier 2020, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2534
- 30 Felix Corley, "Turkmenistan : In Ramadan, Muslims fear 'extremism' accusations," op. cit.
- 31 "Turkmenistan," Annual report 2019, op. cit.
- 32 Paul Goble, "Turkmenistan still limits hajjis to no more than number of seats on its largest airliner – OpEd," Eurasia Review, 5 août 2019, <https://www.eurasiareview.com/05082019-turkmenistan-still-limits-hajjis-to-no-more-than-number-of-seats-on-its-largest-airliner-oped/>